



## **Reader on Higher Education & Social Mobility**

views from France & Great Britain

### **A selection of Cordial Debate Prize / Prix Débat cordial 2012 submissions**

The 'Cordial Debate', in cooperation with the Allianz Cultural Foundation, is a written competition which aims to encourage further mutual understanding between France and Great Britain. The contestants submit competing short essays taking a standpoint "for or against" an annually given statement. This award recognizes outstanding arguments short essay format-presented individually or as a team. The assessment criteria for all papers are the quality and originality of the arguments. After submission the four most valuable essays are transferred to a panel of senior members of the Franco-British community (the Jury) for final judgment.

This award recognizes outstanding arguments of a short essay-presented individually or as a team-dealing with the following question :

**"Is the French educational system better at promoting upward social mobility than the British one?"**

The Jury was composed as follows:

- Baroness SHEPHARD : Former Secretary of State for Education
- Xavier DARCOS : Former Minister for Education
- Mary DEJEVSKY : the Independent
- Simon GARCIA (laureate 2011) : Trainee-Student at Ecole Nationale d'Administration

The laureate team was composed of Sylvain De Miguel (Sciences Po) & Louis Nouaille-Degorce (LSE)

For further information, please contact the Franco-British Comparative Project : [fbc@studyfrancobritish.eu](mailto:fbc@studyfrancobritish.eu)

In cooperation with



"We end up with entitlement at one end and exclusion at the other. A closed society, in which people know their place. We need an open society, in which people choose their place."

(Nick Clegg, mai 2012)

\* \*

\*

## **Le système éducatif français est-il plus disposé que le système britannique à promouvoir une mobilité sociale ascendante ?**

Par Sylvain De Miguel (Sciences Po) & Louis Nouaille-Degorce (LSE)

Dans une société libérale, il semble juste et profitable que chacun puisse s'émanciper de son milieu social d'origine pour occuper dans la société la place convenant à ses capacités et à son travail. Son système éducatif doit donc tendre vers l'égalité des chances. Or, les études de l'OCDE montrent, au Royaume-Uni comme en France, que ce souhait demeure encore largement une utopie : on y explique plus de la moitié du score à l'étude PISA d'un élève en fin d'études secondaires par le seul niveau d'éducation de ses parents. Pourtant, il semble bien que, pour une minorité d'élèves, l'éducation demeure un des moyens les plus sûrs de progresser dans la hiérarchie sociale.

Nous pensons que le système britannique répond le mieux à cette demande.

Il convient d'abord de remettre en question l'idéal méritocratique, socle du modèle éducatif français. Depuis Bourdieu, la sociologie a clairement montré que, loin d'être rendue équitable par une prétendue « égalité des chances », la lutte pour l'excellence scolaire se livre en France à armes inégales : le capital social et culturel de chaque famille s'additionnant en effet à son capital culturel, les enfants issus des milieux les plus favorisés naviguent de mieux en mieux dans les eaux de l'école républicaine. Ainsi, tout au long du cursus scolaire, les statistiques témoignent d'un creusement du fossé entre les enfants issus des ménages les plus aisés et leurs camarades moins fortunés. A 15 ans, les enfants français issus de milieux défavorisés voient leur probabilité d'échouer au test PISA de compréhension de l'écrit multipliée par 2.68 - seule la Hongrie fait pire en Europe.

Le système éducatif français semble même encourager cette différenciation : par une carte scolaire, d'abord, qui cristallise les inégalités territoriales et que peuvent facilement contourner les foyers les plus aisés par l'enseignement privé, représentant 13% des effectifs de l'enseignement primaire et 20% du secondaire (7% au Royaume-Uni). Par une offre pédagogique, ensuite, que savent mieux exploiter des élites dont les enfants se retrouvent souvent réunis dans un petit nombre d'options (langues anciennes, classes internationales) propres à favoriser l'endogamie sociale. Par une sélection féroce, enfin, qui exclut progressivement de la compétition scolaire les moins performants - parmi lesquels une majorité d'enfants issus de milieux populaires -, déscolarisés après 16 ans, ou relégués dans l'enseignement professionnel qui constituera plus tard un frein à toute mobilité sociale. Or, les comparaisons internationales PISA montrent que c'est généralement là où la différenciation s'opère le plus tôt que les systèmes éducatifs sont les plus inégaux.

.

En se refusant, à l'exception des ZEP et de quelques dispositifs de soutien scolaire, à étendre à l'éducation les principes de justice distributive (quota de boursiers en classe préparatoire) qui permettraient de remédier à cette imparfaite concurrence, la "méritocratie" française vient en réalité sanctionner les inégalités sociales préexistantes et se transforme plus en filtre qu'en ascenseur social. Pire : elle devient un outil de légitimation d'injustices sociales qui peuvent désormais s'appuyer sur la réussite scolaire. Quand tout se joue sur l'éducation, l'échec scolaire devient bientôt un échec personnel. Quand ils ne se retournent pas contre le système qui les a exclus, les perdants de la compétition scolaire tombent souvent dans une forme de fatalisme les amenant rapidement à douter d'eux-mêmes et de leurs capacités.

S'il ne s'agit pas d'idéaliser le modèle éducatif anglais, celui-ci, en rejetant le mythe de l'égalité méritocratique, apparaît donc mieux à même de s'adapter aux besoins de chaque enfant, quelle que soit son origine sociale. Le Royaume-Uni choisit d'investir en priorité auprès des publics les plus désavantagés. Dès ses premières années, essentielles au développement de ses capacités cognitives, un enfant issu d'un milieu ou d'un territoire défavorisés peut ainsi être pris en charge grâce au programme Sure Start dans des centres éducatifs spécialisés ; à partir de 2013, il pourra bénéficier, dès 2 ans, de 15 heures d'enseignement hebdomadaire gratuites visant à attaquer les inégalités éducatives à la racine. A l'autre bout du spectre, les Education Maintenance Allowance encouragent la scolarisation des jeunes adultes dans un pays où l'entrée dans le monde professionnel est plus précoce qu'en France. Enfin, les écoles des quartiers populaires bénéficient d'un surcroît de ressources grâce au programme Excellence in Cities qui vise à briser les processus d'enclavement territorial.

De plus, en prenant en charge une partie plus importante des dépenses éducatives auxiliaires (transport, internat), le Royaume-Uni ne résume pas l'éducation à la seule performance scolaire. Il promeut une pédagogie individuelle et flexible qu'incarne à l'école primaire la figure de l'instituteur-éducateur unique. L'école est conçue comme un lieu d'apprentissage et non de sélection : seuls 2% des élèves britanniques redoublent chaque année, 38% en France. Moins nombreux à être exclus du système scolaire, ils gardent ainsi confiance en leur capacité à réussir. Enfin, là où la sélection se fait en France essentiellement sur les aptitudes cognitives, étroitement corrélées au niveau d'éducation des parents, le jeune Britannique sera dans une plus grande mesure jugé sur ses capacités non-cognitives.

Afin de permettre à ses élèves les plus défavorisés d'accéder eux aussi à l'excellence, le gouvernement britannique a fait pour son système éducatif le choix de la décentralisation managériale. Plus flexibles pour répondre à la demande éducative, mis en compétition les uns avec les autres, les établissements scolaires bénéficient d'une liberté accrue vis-à-vis de l'État. Le Royaume-Uni développe depuis le Academies Act de 2010 l'autonomie de ses écoles à financement public. Toute école primaire ou secondaire notée "remarquable" pour la qualité de son éducation par le Gouvernement peut devenir une academy indépendante dans le recrutement de son personnel et de ses élèves. Afin de garantir l'excellence de l'éducation dispensée, ces établissements, à l'origine dans des zones sinistrées, se voient offrir la possibilité de récompenser ou sanctionner leurs enseignants en fonction de leurs résultats. Le Gouvernement offre également aux associations à but non lucratif la possibilité de créer des écoles indépendantes qui jouissent d'une indépendance comparable à celle des academies. Attractives, conservant la gratuité de l'enseignement, les academies rénovent l'offre d'enseignement dans les zones les plus défavorisées comme en témoignent les bons résultats de leurs élèves aux tests du GSCE.

Si, au Royaume-Uni, l'accès au marché universitaire recoupe largement la stratification sociale, il n'en reste pas moins qu'il se démocratise : au cours des quinze dernières années, la proportion des jeunes résidant dans les 20% de territoires les plus défavorisés accédant à l'enseignement supérieur a crû de moitié. Surtout, quand nombre de jeunes diplômés peinent en France à trouver un premier emploi stable, l'obtention d'un diplôme d'éducation supérieure est quasiment synonyme outre-Manche de réussite professionnelle. Il existe ainsi de nombreuses synergies entre universités et entreprises (ce dont entend s'inspirer en France le campus de Saclay). La popularité de la formation continue, touchant 27% des adultes britanniques contre 7% en France, témoigne elle aussi d'une bonne intégration de l'université dans le marché de l'emploi. Au Royaume-Uni, c'est tout au long d'une carrière que l'éducation permet la mobilité sociale.

L'égalité d'accès à l'enseignement supérieur offerte aux bacheliers français doit être remise en question. Certes, les frais de scolarité modiques de l'université semblent élargir socialement son public. Cependant, elle ne s'adresse en réalité qu'à ceux qui n'ont pu obtenir un accessit dans la poignée d'établissements prestigieux où se concentre massivement l'élite sociale. En outre, faute de se faire lors du recrutement, la sélection se fait trop souvent par l'échec en cours d'études : 50% des étudiants échouent en première année de licence, 65% redoublent au moins une année et 22% n'obtiennent jamais leur diplôme. Au contraire, les universités britanniques, moins nombreuses et mieux reconnues, encadrent mieux leurs étudiants et garantissent aux plus défavorisés une réelle mobilité sociale : un diplômé de l'enseignement supérieur britannique voit en moyenne son salaire majoré de 16%.

Il faut enfin combattre l'idée que des frais d'inscription élevés (jusqu'à 9000£ par an au Royaume-Uni) soient discriminants socialement. Le gouvernement britannique propose en effet de nombreux programmes de bourses, de bonnes conditions d'accès au crédit étudiant et l'assurance de ne devoir le rembourser qu'une fois dépassé un certain niveau de revenu (21000£/an) : on comprend mieux le faible impact de l'augmentation des frais universitaires sur la composition sociale du corps étudiant britannique. Ils permettent même parfois une forme de redistribution interne, les étudiants les plus favorisés finançant une partie des études de leurs camarades moins aisés. C'est d'ailleurs du "modèle anglo-saxon" que s'est inspiré l'IEP de Paris lorsqu'il a introduit, grâce à l'augmentation de ses frais de scolarité, des compléments de bourse pour ses élèves les plus défavorisés.

Malgré ses nombreuses imperfections et en dépit de l'indéniable attrait du modèle méritocratique français, le système éducatif anglais, qui a fait le choix d'un libéralisme contrôlé, nous semble donc structurellement le mieux à même de promouvoir la mobilité sociale de ses élèves dans une société pourtant reconnue comme plus inégalitaire. Cependant, il ne faut pas borner la mobilité d'une société aux limites de son système éducatif : le Royaume-Uni valorise ainsi les expériences professionnelles plus que l'accumulation de diplômes d'universités demeurant au fond élitistes. Faut-il l'en blâmer ?

(1498 mots)

\* \*  
\*

#### Bibliographie :

- Braconier, H., "Reforming Education in England", OECD Economic Department Working Paper, n° 939, Janvier 2012, 50 p.
- Causa, O., Chapuis, C., "Equity in student achievement across OECD countries", OECD Economic Department Working Paper, n° 708, Juillet 2008, 65 p.
- Cercle d'Outre-Manche, "Du brain drain au brain gain - Le triangle d'or Université, Recherche, Entreprise", Cercle d'Outre Manche, 2008, 53 p.
- Dubet, F., "L'école des chances - Qu'est-ce qu'une école juste ?", La république des idées, Paris, 2004, 96 p.
- Eurydice, "Chiffres-clés de l'éducation", 2012
- Machin, S., McNally, S., "Tertiary Education Systems and Labour Markets", OCDE, 2007, 57 p.
- Machin, S., McNally, S., "The Evaluation of English Education Policies", Centre for the Economics of Education, London School of Economics, Décembre 2011, 31 p.
- OCDE, "II. 5 - A family affair - intergenerational social mobility across OECD countries", in Economic Policy Reforms: Going for Growth, OECD, 2010
- OCDE, "Regards sur l'éducation : 2010, les indicateurs de l'OCDE", OCDE, 2011
- Themelis, S., "Meritocracy through education and social mobility in post-war Britain: a critical examination", British Journal of Sociology of Education, Vol. 29, n°5, septembre 2008, pp. 427-438
- Watt, N., "Nick Clegg vows to tackle Britain's lack of social mobility", The Guardian, 22 mai 2012

## ***Is the French educational system better at promoting upward social mobility than the British one?***

By Rachel Thorn

Free and compulsory education for all children is a principle recognised by the force of law in both France and in Great Britain. However, the concept of universal entitlement to education has largely been replaced by one of universal entitlement to the same level of education. In this sense, the educational system's role has partially changed to include rebalancing the unequal life starting points of children and promoting upward social mobility through measures that specifically target disadvantaged children. But how far, and with what success, have the two educational systems taken on this responsibility? This essay will begin at the end with an analysis of higher education, in order to first explore the end results of both systems before tracing the educational routes backwards as a means of understanding the context. In doing so, we seek to argue that the French system is better at promoting upward social mobility in the primary and secondary stages before being frustrated by a rigid two-tier higher education system in the final stage of a student's path.

The key differences between higher education in France and in Great Britain are the admissions and funding. On paper, it would appear to suggest a greater amount of social mobility within the French system. The latter's public universities offer universal access to all students who have passed the baccalauréat or the diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) and fees are essentially nominal at roughly €200 a year. The system in Britain on the other hand, gives autonomy to the universities over a positive selection process with many top universities demanding all A-Level exam results to sit between 80%-100%. Moreover, as semi-private institutions, tuition fees from September 2012 can be charged at £6000-£9000. In essence, the British system is more expensive and acts as a reward for previous academic excellence compared to a more universal approach taken by the French universities.

However, this typical assessment of the two systems falls down on two counts. Firstly and most importantly, higher education in France is deeply divided between the public universities and the prestigious public and private institutions, the Grandes Écoles. Many of these schools demand a further two years of study known as Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles, and only a few hundred students are admitted into these institutions following a highly competitive exam. The social composition of the Grandes Écoles is unsurprisingly weighted against those from less advantaged backgrounds: according to l'INSEE, only 11% of students were children of working class 'ouvriers' despite representing 60% of the active population. Although some directors of Grandes Écoles such as the late Richard Descoings widen access to children from disadvantaged backgrounds, Nicolas Sarkozy's proposals to impose a 30% quota for grant-aided students in 2010 was met with fierce opposition from the Conférence des Grandes Écoles (CGE) who argued that it amounted to a watering down of quality. With many of France's politicians and top executives making up the alumni, this separate route of higher education has to a large extent become the self-perpetuating preserve of the upper classes whose knowledge of the selection process has demonstrably provided a clear advantage point for their own children. This system also receives approximately 30% of France's education budget, at the expense of adequate funding for the public universities.

Secondly, despite much media attention, the rise in British tuition fees does not initially appear to have greatly impacted on social mobility within British higher education. UCAS figures show that despite an overall fall in applications by 8.7%, this represented only a 0.2% decrease from the most disadvantaged fifth of the population in England compared to 2.5% from the wealthiest fifth. Furthermore, a report by the London based French thinktank Cercle D'Outre Manche in 2008 stated that the 50% dropout rates for first year French students combined with a lack of professional

contacts with the universities meant that France's employment level for under 25s rested at 29.3% compared to Britain's 53.2%. If large numbers of students are failing and public universities are not valued by French employers, then any social mobility achieved through universal admission is offset in the professional world by the competition from Grandes Écoles graduates.

However, whilst universities do have a role to play in positive discrimination and in making contacts with younger students at less prosperous schools, they all too often offer a scapegoat to politicians and an easy target for the media with regards to upward social mobility. The paths of those students who do not go on to higher education have often long been paved before they reach 18 years of age and we argue that this is done at an earlier stage and is more deeply entrenched in the British system than in the French one.

The lack of social mobility in the British system rests largely on greater social polarisation that comes from a system with a greater degree of privatisation and variation. Both countries have independent fee-paying schools with France educating a higher proportion of students privately, at 16.9% compared to the United Kingdom's 8.2%. However, it is precisely the exclusivity of the British system and its disproportionate representation in higher education that illustrates poor social mobility. According to the 2011 Sutton Trust study, independent school pupils are twice as likely as comprehensive pupils to get into the 30 most selective universities and seven times as likely to get into Oxbridge. Since annual fees for top British independent schools verge on £30,000 compared to a range of €400-€4,500 for the majority 'sous contrat' French private schools, the British system rewards an even smaller slice of the social elite.

Moreover, privatisation and excessive variation within the British public system has also created divisions. The continuation of Margaret Thatcher's vision of British state schools as a market rather than a public service has created a plethora of different types of schools. The buzz words of 'choice' and 'competition' that have accompanied the implementation of academies and free schools by successive governments refer largely to the 'choice' that more educated parents are informed enough to make and the 'competition' that existing state schools are faced with. The 2003 Ofsted report described the increased choice given to parents as 'divisive' since poorer children were being held in the worse schools as middle class children disproportionately filled the new schools, a problem exasperated by the Education Secretary Michael Gove's proposal to fast track only the 'outstanding' schools to academy status.

In France, the system is far more uniform: all teachers are civil servants and there is a high degree of consistency in the curriculum across the various regions. Consequently, the system does not offer parents with higher incomes or a greater familiarity with the educational system an exclusive chance to benefit their own children, besides a choice between public and private schools.

Finally, the French system offers greater social mobility by avoiding early subject specialisation. Since French students are unable to specialise until their baccalauréat, children do not close doors to higher education too early as a result of poorly informed choices. In the British system, this can hinder upward social mobility. Subject choices made in preparation for the General Certificate of Secondary Education (GCSE) exams are made as early as 14 years of age and the wide range of subjects available all ostensibly come under the same qualification umbrella. However, certain subjects are more highly regarded by universities than others and certain degree courses require specific GCSEs and A-levels, something pupils are not necessarily informed of at the early stage of their decision. Much like the diversity between types of schools, the diverse range of subjects that pupils much choose between at such a young age can compartmentalise children early on in the process. This makes the success of a child's educational future far more dependent on the chance of good advice dealt by well informed parents or by good teachers.

To summarise, the greater amount of air-time given to a discussion of social mobility within universities can have the unfortunate effect of addressing the symptom rather than the cause of a problem, at least in the case of Britain. Here, a distinctly elitist private system has led to a divide between the education of state schooled children and privately schooled children which hampers upward social mobility by spilling into higher education. The potential for children to be educated in varying ways also appears to favour middle and upper middle class families and it is this culture which we propose should be addressed, rather than the rise in tuition fees. France, almost as the complete inverse, offers far greater social mobility through a more consistent educational system but this largely fails to follow through in higher education. To this end, an exploration into potential measures for cooperation between, or even a merging of, the public universities and the Grandes Écoles could prove fruitful for an educational system that seeks to offer an equal chance for all.



## « Le système éducatif français est-il plus disposé que le système britannique à promouvoir une mobilité sociale ascendante ? »

Par Emilie Hermet (Sciences Po)

Pays de l'essor de la libre entreprise et de la fulgurante ascension sociale de professionnels de l'industrie, de la finance, et de pop stars, le Royaume-Uni, un des plus anciens régimes démocratiques contemporains, semble être le pays dans lequel l'appartenance sociale d'origine n'empêche pas les réussites les plus éclatantes. Le nombre de Français s'y expatriant chaque année pour y travailler fait échos à ce « rêve britannique » : des centaines de milliers de Français vivent à Londres, dont beaucoup pour y avoir trouvé de meilleures opportunités de promotion pour leur carrière qu'en France. Cependant, les espérances de mobilité sociale ascendante que semble permettre le système éducatif britannique, c'est-à-dire de changement de position sociale d'un individu vers une plus désirable au cours d'une vie – mobilité sociale intragénérationnelle - ou par rapport à ses parents – mobilité sociale intergénérationnelle – se mesurant ici par le niveau d'études et de diplômes permettant l'accès aux emplois les plus rémunérés, font triste figure par rapport ce qu'offre à rêver son monde du travail. En effet, que cela soit dans son système d'éducation primaire et secondaire, ou dans son système d'enseignement supérieur, le système éducatif français est plus disposé à promouvoir la mobilité sociale ascendante qu'un système d'éducation britannique n'ayant pas réellement amoindri le monopole des public schools sur la formation des élites du pays.

Tout d'abord, le système éducatif primaire et secondaire français est plus apte à favoriser la mobilité sociale ascendante de ses élèves que le système britannique dans lequel être scolarisé dans établissement privé est plus déterminant pour avoir des chances de réussir qu'en France. En effet, le Royaume-Uni est bien un pays dirigé par une élite issue de la reproduction sociale générée par les public schools, établissements primaires et secondaires privés dont l'inscription se trouve réduite à un cercle fermé pouvant payer des frais de scolarité pouvant aller, comme à Eton College, jusqu'à £31 000 à l'année. Les chiffres sont éloquentes : seulement 7% de la population britannique a été éduquée dans des établissements privés, mais à l'intérieur de ce minuscule pourcentage se trouvent 70% des juges de la Haute Court de Justice, 54% des cadres de la finance, 100% des grands patrons, 51% des médecins spécialisés, 32% des représentants de la Chambre des Communes, et 24% des vice présidents des universités. L'actuel Premier ministre, David Cameron, fait lui-même parti des alumni d'Eton College. Ces chiffres révélateurs peuvent donner, même au plus profane des individus sur le sujet du système d'éducation britannique, une bonne représentation du monopole que détiennent les anciens public schoolboys parmi les élites du Royaume-Uni, alors que bon nombre des élites françaises ont été éduquées dans les écoles publiques de la République, dont la gratuité est un de ses piliers depuis la Loi Ferry de 1881.

En plus de la reproduction sociale générée par les public schools, le système d'éducation britannique primaire et secondaire semble moins bon à combattre les déterminismes sociaux que son homologue français. En effet, comme le souligne le rapport de 2012 du Sutton Trust, organisation caritative spécialisée dans l'éducation, le Royaume-Uni a, avec les Etats-Unis, le plus bas taux de mobilité sociale des pays au haut niveau de vie. Ce rapport décrit notamment la réalité alarmante que les enfants des plus riches foyers qui ont le moins de capacités intellectuelles à l'âge de 3 ans passent du quinzième centile au quarante-cinquième centile à l'âge de 5 ans, différence due à l'écart de la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent par rapport aux foyers plus modestes dont les enfants les plus brillants à l'âge de 3 ans se trouvent dépassés plus tard par ces enfants moins brillants

initialement mais de milieux plus aisés. Cette inégalité se retranscrit dans les résultats d'obtention de diplôme : quand 44% des enfants issus des foyers les 20% les plus riches sont diplômés, seulement 10% des enfants issus des foyers les 20% les plus modestes le sont. En France en revanche, l'écart de niveau de diplôme selon le milieu social est moins important, puisque le rapport entre la partie de la population la plus riche et la plus modeste n'est pas de 4 pour 1, mais de 2 pour 1, avec 60% des enfants de cadres et de professions intermédiaires ayant un diplôme de l'enseignement supérieur, pour 30% des enfants d'ouvriers et d'employés . En résumé, offrant une scolarité dans les établissements publics de qualité comparable à ceux privés, le système éducatif français semble avoir des résultats qui le montre plus à même à favoriser la mobilité sociale ascendante que le système britannique au niveau de son enseignement primaire et secondaire.

Cependant, le système éducatif français ne générerait pas une mobilité sociale ascendante supérieure à celle du système éducatif britannique sans un système d'enseignement supérieur adapté pour la promouvoir également. En effet, quand les récentes réformes des frais d'inscriptions universitaires au Royaume-Uni mettent en péril les opportunités de promotion sociale des membres de sa société, en France, la démocratisation du système d'enseignement supérieur issue des années 1960 perdure avec un accès pour tous à l'université pour un prix abordable, et le volontarisme de certaines Grandes Ecoles pour rendre accessible son entrée aux étudiants issus de milieux plus défavorisés se développe. Comme l'indique la loi votée en décembre 2010 au Parlement de Westminster, les étudiants entrant à l'université au Royaume-Uni en septembre prochain ne vont payer non pas le double, mais le triple de frais d'inscription par rapport à leur prédécesseurs de septembre 2011, c'est-à-dire £ 9 000 (11 444€) au lieu de £ 3 000 (3 815€) par an, ceci sans compter que les prix de certains master d'universités prestigieuses comme la London School of Economics se trouvent autour de £20 000 , montants incomparables aux 200€ de frais d'inscription annuels dans une université française. Bien que les étudiants puissent bénéficier de prêts de la part du gouvernement pour financer leurs études, le triplement des frais d'inscription s'est accompagné cette année d'une baisse autour de 10% des candidatures à l'université au Royaume-Uni . Ajouté autres coûts incompressibles de la vie étudiante, tels que le logement dans une grande ville, les transports, et l'alimentation, le poids des frais d'inscription provoque simplement un effet de discrimination négative pour les enfants des foyers modestes, notamment pour ceux ayant de nombreux enfants à charge et vivant loin de l'université choisie, accentuant, comme le souligne le sociologue Raymond Boudon, le calcul coût/avantage des études que font ces familles dans en faveur des études courtes et d'une entrée précoce dans la vie active.

Le facteur économique n'est pas le seul obstacle à l'accès des enfants issus de foyers modestes aux meilleures universités. Les capitaux culturels et sociaux entrent aussi en jeu. Pour cela, le système éducatif français semble, encore une fois, plus capable que le système éducatif britannique à promouvoir la mobilité sociale ascendante de ses étudiants. En effet, il existe généralement une barrière psychologique et sociale entre les milieux sociaux déterminant le choix du parcours universitaire. Des phrases comme « ce n'est pas pour moi » ou « toutes les places sont déjà prises par ceux qui viennent des lycées prestigieux, pourquoi espérer ? » hantent l'imagination des élèves qui n'en sont pas issus. Cette autocensure de la part des jeunes venant de milieux modestes fait échos au chemin qui semble tout tracé de ceux issus de milieux favorisés, c'est-à-dire provenant d'un environnement social favorable et ayant connaissance du système des grandes écoles, fréquentant des établissements secondaires à l'ambiance studieuse leur permettant d'avoir un bon dossier pour intégrer les meilleures prépas pour passer les concours des grandes écoles, et enfin accéder à une position de cadre et de profession intellectuelle supérieure. Pour cela, certaines grandes écoles françaises ont abaissé la barrière sociale et culturelle qui ségrégait les foyers de la

classe aisée et les foyers modestes de l'espoir d'une place pour leur enfant en créant des voies d'accès spéciales pour ceux-ci. Sciences Po Paris, à l'initiative de son ancien directeur Richard Descoing, est pionnière dans cette procédure, avec un concours d'entrée moins discriminant pour les jeunes n'ayant pas grandi baignés dans la culture dominante que le concours d'entrée de Sciences Po basé sur des épreuves de culture générale, anglais, et histoire, dont les prépas privées de région parisienne notamment sont les grandes bénéficiaires. Si d'autres grandes écoles françaises telles que l'ESSEC sont allées dans ce sens, il n'existe pas d'initiatives de telle envergure dans le système universitaire britannique où l'on remarque que plus l'université est prestigieuse, plus le milieu social d'origine des étudiants est élevé, et plus les étudiants ayant été éduqués de manière privée est surreprésentée.

En définitive, le système éducatif français est bien plus apte que le système d'éducation britannique à briser le cercle de la reproduction sociale décrit par Pierre Bourdieu, et à permettre d'égaliser les chances de réussite et d'ascension sociale en estompant les inégalités initiales entre les élèves en matière de capitaux sociaux, culturels, et économiques, que cela soit au niveau de son système d'enseignement primaire, secondaire, ou supérieur. Si des individus ont bâti de grandes fortunes en partant de rien depuis la révolution industrielle, c'est que l'essor de libertés issues du mouvement de démocratisation leur permettait de le faire. Désormais, il est temps de repenser cette liberté en termes d'égalité des chances, c'est-à-dire de libre aptitude de tous à pouvoir accéder aux meilleurs parcours scolaires, et de faire ainsi connaître à notre société, à travers la défense de la méritocratie, une autre vague de démocratisation.

#### Bibliographie :

Site du Sutton Trust, rapport 2012 sur la mobilité sociale et le système éducatif britannique  
<http://www.suttontrust.com/public/documents/social-mobility-summit2012.pdf>

Site du Gouvernement français, statistiques sur le niveau d'études par rapport au milieu social d'origine en France [http://media.education.gouv.fr/file/etat21/20/1/EE-2011-niveau-etudes-milieu-social\\_199201.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/etat21/20/1/EE-2011-niveau-etudes-milieu-social_199201.pdf)

Site de la LSE, Rapport sur la mobilité sociale et l'éducation  
<http://www2.lse.ac.uk/newsAndMedia/news/archives/2007/SocialMobilityDec07.aspx>

Site de la LSE, page sur les frais d'inscription  
<http://www2.lse.ac.uk/intranet/students/moneyMatters/tableOfFees/2011-12.aspx>

Universities and Colleges Admissions Service (UCAS), statistiques sur l'impact de l'augmentation des frais d'inscription sur les candidatures aux universités au Royaume-Uni  
[http://wwwucas.com/about\\_us/media\\_enquiries/media\\_releases/2012/20120130](http://wwwucas.com/about_us/media_enquiries/media_releases/2012/20120130)

Site de Sciences Po Paris, page sur les conventions d'éducation prioritaires  
<http://admissions.sciences-po.fr/college-cep>

Site de l'ESSEC, site sur l'égalité des chances <http://egalite-des-chances.essec.edu/>

## « Le système éducatif français est-il plus disposé que le système britannique à promouvoir une mobilité sociale ascendante ? »

Par Clara Demon (IEP Lille – University of Kent)

Alors que l'internationalisation des études, pour partir explorer le monde et sa diversité culturelle, est devenue chose commune grâce aux programmes Erasmus (European Region Action Scheme for the Mobility of University Students), la reconnaissance de différences parmi les systèmes éducatifs est d'autant plus forte. Mais la mobilité géographique aurait-elle quelque chose à voir avec la mobilité sociale, cette capacité à se mouvoir au sein de la société et à grimper les échelons de l'échelle sociale. A ce propos, la filière franco-britannique de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille représente une opportunité de mêler les deux systèmes éducatifs afin de les comparer et d'en tirer le meilleur profit.

Longtemps, l'Ecole n'avait pour seule ambition que d'être une seconde instance de socialisation, une institution complémentaire à celle de la famille, prenant le relai lorsque cette dernière se faisait absente. Mais très vite, son émancipation lui permet d'aspirer à de nouvelles ambitions. Les élèves n'espèrent plus simplement y rencontrer leurs amis ou y apprendre les règles de la vie en société. Derrière l'accès à l'Ecole, et ce dans n'importe quel pays, se cache la recherche d'accéder à un Graal de nos sociétés modernes : la mobilité sociale. Chaque étudiant recherche la voie royale pour rejoindre la carrière ambitieuse, pleine de réussite et de reconnaissance qu'il s'est promis.

Par mobilité sociale, s'entend le passage d'un groupe social à un autre. Ce changement s'opère généralement par rapport à la position sociale de ses parents – mobilité intergénérationnelle.

Une étude comparative des systèmes éducatifs français et anglais nous amènera à étudier lequel semble favoriser la mobilité sociale ?

Le système éducatif français, mettant en avant l'égalité des chances et l'orientation progressive semble promouvoir la mobilité sociale pour un plus grand nombre d'étudiants, alors que le système anglais se focalise sur un autonomie et une reconnaissance du mérite et des choix individuels. Pour autant, d'autres capitaux entrent en jeu dans la valorisation du diplôme obtenu et la poursuite d'une carrière ambitieuse.

\*\*\*

Dans un premier temps, le système éducatif français, qui tente de faire vivre l'idéal démocratique concurrence avec brio le système éducatif britannique. Pour autant, ce dernier peut être source de mobilité sociale, dans le sens où l'individu sera libre de choisir sa trajectoire sociale.

L'orientation précoce du système britannique et la spécialisation des matières enseignées rendent toute réorientation professionnelle ou révélation tardive difficile. En effet, l'enseignement y est spécialisé. Très tôt dans son cursus scolaire, l'élève peut choisir de se focaliser sur seulement quatre ou cinq matières, qu'il sélectionne pour les passer au A-level, équivalent du Baccalauréat français. De ce fait, il y a peu d'enseignements obligatoires. L'apprentissage d'une langue étrangère perçue comme optionnel limite alors la mobilité géographique et la diversification du programme étudié. L'orientation est donc plus précoce dans le cursus, mais peut parfois s'avérer irréversible en cas de volonté de changement d'orientation.

Au contraire, l'orientation progressive à la française privilégie l'égalité des chances. Il se trouve que la massification scolaire que connaît le système français dans les années 1960, inspire un modèle exemplaire. Dans *De La Démocratie en Amérique* (1835), Alexis de Tocqueville la définissait comme le fait que l'individu puisse accéder aux positions sociales les plus élevées selon son mérite, et non selon son origine sociale. Le système éducatif français a poursuivi l'idéal méritocratique depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. A cette période et tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, la gratuité a incité à l'investissement personnel plutôt que financier. La massification scolaire qui caractérise la France dans les années 1960, suite à un doublement des effectifs fréquentant l'enseignement secondaire, souligne que le critère de la gratuité incite à une formation qui empêche de descendre dans la hiérarchie sociale, et permet de se maintenir au moins au même niveau social que ses parents.

\* \* \*

Cependant, le système éducatif ne fait pas tout en ce qui concerne la mobilité sociale. En effet, outre le diplôme, sa valorisation en tant que bien social dépend de bien d'autres facteurs. Il se trouve en réalité que ces capitaux ont plus ou moins d'importance selon la localisation géographique.

En premier lieu, le capital économique semble avoir un impact diminué en France, mais renforcé au Royaume-Uni. Au début de l'année 2011, la réforme universitaire lancée par le Premier Ministre britannique David Cameron semble engendrer une éviction du système universitaire par l'argent. Ce n'est pas le système éducatif qui serait à l'origine de la mobilité sociale, mais le capital économique des familles, puisque c'est ce dernier qui permet d'accéder à des études de niveau supérieur. Les mesures de rigueur économique instaurées par le Royaume-Uni ne favorisent plus une démocratisation de l'enseignement supérieur, qui avait pourtant été source de mobilité sociale auparavant. En outre, si en France, le système des grandes écoles est caractéristique d'un enseignement de haut niveau, il en est de même dans les prestigieuses universités britanniques, comme Oxford, Cambridge, Saint Andrews ou Eton, dont seule le nom suffit à augmenter la valeur d'un Curriculum Vitae.

À l'inverse, le capital culturel joue un rôle qui semble prédominant en France, étant donné la généralisation des études. Le capital culturel acquis au sein de la cellule familiale et les ressources extra-scolaires privées jouent un rôle qui dépasse celui de l'école au lieu de le compléter. Chritian Baudelot et Roger Establet l'expliquent en comparant les performances du système éducatif français avec d'autres systèmes internationaux. C'est la théorie défendue par Bourdieu et Passeron dans *La Reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement* (1970). L'idéal méritocratique ne serait qu'un leurre et l'école légitimerait les inégalités sociales. En effet, les enfants issues de la classe dominante ont le pouvoir d'imposer leur propre culture comme pouvoir légitime. L'adéquation entre l'habitus de classe et l'habitus scolaire favorise le maintien de l'actuelle hiérarchie sociale par la transformation de l'avantage social en avantage scolaire. Ainsi, s'opère une sorte de « Reproduction sociale » par l'héritage du patrimoine culturel et matériel de ses parents. Pourtant, force est de constater que certaines mesures de discriminations positives ont vu le jour dans le but de faire entrer 30% d'élèves boursiers dans les classes préparatoires ou de faire entrer des élèves issus des Zones d'Education Prioritaire (ZEP) à Sciences Po Paris. Ces mesures, de par leur simple existence, témoignent que le système éducatif est en faveur des enfants des couches sociales supérieures.

Enfin, le jeu du capital social relève d'une importance capitale à l'échelle planétaire. Un enseignement ne serait rien sans l'expérience professionnelle qui l'accompagne. Entre le système éducatif français et britannique, il peut s'observer une sorte d'équivalence par le développement du travail en alternance et des stages obligatoires validant des crédits ECTS, Force est de constater que rendre obligatoire une activité en corrélation directe avec ses études peut s'avérer efficace. Cela permet d'étoffer son parcours professionnel ou d'expérimenter plusieurs domaines d'activités afin de choisir celui qui correspond le mieux. Malheureusement, dans le cadre de stages et de recherches d'activités annexes en entreprises, le capital social est souvent invoqué. Le « piston » est devenu un maître mot pour que les étudiants parviennent à se lancer sur le marché du travail. Leurs seules qualités professionnelles ne suffisent plus, c'est tout un environnement qu'il faut solliciter.

Ainsi, le diplôme a un effet limité sur la mobilité sociale, du fait du jeu entre les différents capitaux sociaux, économiques et culturels. Ce paradoxe a été soulevé par Charles Anderson, qui a démontré que l'obtention d'un diplôme supérieur à celui d'un de ses parents n'assurait pas nécessairement à l'enfant une position sociale supérieure. En effet, si on a longtemps cru à la corrélation positive entre massification et accroissement de la mobilité sociale ascendante, « l'inflation des diplômes », selon les termes de Marie Duru-Bellat n'a pas été prise en compte dans la baisse de leur valeur sur le marché du travail.

\*

\*

\*

En définitive, aucun des systèmes éducatifs français ou britannique ne peuvent être mieux qualifiés pour promouvoir la mobilité sociale.

Dans le système français, la généralisation des matières enseignées, l'orientation et la spécialisation progressive dans les études supérieures permettent une mobilité sociale choisie au fur et à mesure. Aucun choix n'est particulièrement déterminant, malgré une spécialisation scientifique ou littéraire dès le baccalauréat. Au Royaume-Uni, il semble que le choix de se mouvoir socialement, doit être beaucoup plus précoce et issue d'une stratégie individuelle mûrement réfléchie.

Communément, ils imposent tous deux l'obligation d'aller à l'école jusqu'à ces 16 ans. De la même manière, une distinction s'opère dans le secondaire entre les matières d'enseignements générales, ou les matières d'enseignements professionnelles ou éligibles. Les deux systèmes apparaissent plutôt comme complémentaire puisque c'est en expérimentant les deux types de systèmes qu'il nous est possible d'en tirer le meilleur. Les programmes ERASMUS sont donc une opportunité à saisir, pour allier mobilité sociale et mobilité géographique. Pour autant, il faut rester conscient que l'environnement dans lequel nous évoluons détermine en grande partie notre place future dans la hiérarchie sociale. Cette place est donc le résultat du jeu des divers capitaux, sociaux, économique et culturels mis à notre disposition.



## BIBLIOGRAPHIE

Baudelot, Christian & Establet, Roger (1971), *L'école Capitaliste*.

Baudelot, Christian & Establet, Roger (2009) 'L'élitisme républicain, l'école française à l'épreuve des comparaisons internationales'. Coll *La République des Idées*.

Dagnaud, Monique 'Les racines du désarroi de la jeunesse.' In : *Slate.fr* (06/01/2010)

Duru-Bellat, Marie (2006) *L'inflation scolaire*, Coll. *La République des idées*, éd. du Seuil.

Girod, Roger. *Système scolaire et mobilité sociale*. In: *Revue française de sociologie*. 1962, 3-1. pp. 3-19. Extrait le 4 juin 2012 <[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc\\_0035-2969\\_1962\\_num\\_3\\_1\\_6829](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1962_num_3_1_6829)>

Nowell-Smith, David, *Le Monde Diplomatique*, mars 2011. Extrait le 4 juin 2012 [http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/NOWELL\\_SMITH/20225](http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/NOWELL_SMITH/20225)

Passeron, Jean Claude & Bourdieu, Pierre (1970) *La Reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement*.



France, the lesser of two evils.

## **Is the French educational system better at promoting upward social mobility than the British one?**

By Isabella Conoscente (Paris II-Assas)

“ Qu’avez-vous fait pour tant de bien? Vous vous êtes donné la peine de naître.” – Beaumarchais, *Le Mariage de Figaro*

“ We live in a system that espouses merit, equality, and a level playing field, but exalts those with wealth, power and celebrity, however gained.” – Derrick Bell, *Ethical Ambition: Living a Life of Meaning and Worth*

Our lives are strongly thrust by unpredictability. “Some are born great, some achieve greatness and some have greatness thrust upon them.”<sup>1</sup> In spite of this fact, society sets out a hierarchy: we praise the successful, we flee the failures, we envy the wealthy. The question is: if your family is in one social category, must you remain in that one? The French revolution answered with an uproar: “Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les discriminations sociales ne peuvent être fondées que sur l’utilité commune.”<sup>2</sup> Therefore, the 18th century revolutions seem to set out an important basis to democracy: meritocracy. In which case, one’s social status should depend upon one’s merit. Today’s merit is mostly based on education. The diploma is a sword, and although the duels for a job are sometimes less than chivalrous, it remains the weapon of predilection.

### The key to upward mobility: Education

Governments implement measures so that the educational institutions correct the inequalities a social hierarchy installs. Pierre Bourdieu, a French sociologist, thought that individuals had different assets inherited from their parents or that they might pass on to their children, like any other wealth: economic assets, social assets and cultural assets. The economic asset is basically the individual’s wealth. The social asset is the contacts an individual has. The cultural asset is the knowledge and culture an individual gathers. Bourdieu’s idea was that the upper class combined all three. Thus, according to your initial social category, you do not have the same tools in hand. Nevertheless the goal of a democratic meritocracy is to allow the lower class to rise, should they prove themselves worthy. It is the phenomena of upward social mobility.

---

<sup>1</sup> Shakespeare, *Twelfth Night*

<sup>2</sup> Article 1er, *Déclaration des droits de l’homme et du citoyen du 26 août 1789*



My study on the efficiency of those measures will focus on the French and the British educational systems.

### Quality versus accessibility

The French and English educational systems work alike: there are primary schools, secondary schools and tertiary schools; they both have the option between state-funded schooling and “independent schooling”<sup>3</sup>. Where the systems diverge is regarding tertiary school. The British system only knows universities, colleges and technical schools, as in France, whereas the French one has a specificity: les “Grandes Ecoles ». They are parallel institutions that offer masters and doctor of philosophy. A student can integrate them after the Baccalauréat after two years of “*école préparatoire*” and a contest. The former contest takes place first as a written exam with a general program – mathematics, philosophy, literature, languages, history, and others- then as an oral exam for those who have past the first round. French universities are state-funded whilst students in the United Kingdom<sup>4</sup> have to pay tuition fees. Equal access to British universities is sought and the British governments – the central one and the devolved ones of Wales, Scotland and Northern Ireland – regulate the fees. The Office for Fair Access ensures that any university or higher education institution in England has in place an acceptable plan to promote equitable access among its applicants: it established the variable tuition fees<sup>5</sup> or it requires institutions to offer grants to those in need. Moreover student loans borrowed to pay tuition fees are repayable after graduation, contingent upon earning after graduation more than £ 15.000<sup>6</sup>. On the other hand, French universities are entirely financed by taxes. There are French private tertiary schools as well which do charge tuition fees but those remain minimal. In 2010-2011 only 5,69% of the students attending tertiary schools went to private ones<sup>7</sup>.

This difference between tuition fees might explain the quality of the education given. According to the QS World University Ranking, 7 of the 30 top universities are British<sup>8</sup> whereas the French universities only enter at the 200th places<sup>9</sup>. Two of the French Grandes Écoles are ranked 33rd and

---

<sup>3</sup> Also known as “private schooling”

<sup>4</sup> Hereinafter “U.K.”

<sup>5</sup> The cost of the fees will be balanced by increased loans for maintenance, also related to parental income; The Teaching of Higher Education Act 1998

<sup>6</sup> [www.studentloanrepayment.co.uk](http://www.studentloanrepayment.co.uk)

<sup>7</sup> INSEE, “Etudiants inscrits dans l’enseignement supérieur public et privé en 2010-2011”

<sup>8</sup> The number one according to this ranking is the University of Cambridge.

<sup>9</sup> The three first universities being Parisian ones

36<sup>th</sup>10. Therefore the U.K.'s universities offer an education of higher quality than the ones in France. Even so, French universities do not select their applicants in the general formations<sup>11</sup> unlike the U.K. system. Hence more students in France get the chance to benefit from a good education. Upward mobility demands equal access to the same education. Now, the U.K. has the best quality but not everyone can access it: at the beginning of the year, according to UCAS<sup>12</sup> figures, the number of U.K. universities students dropped by 8.7% and government-funded places at English universities are dropping as well. Inequalities in degree acquisition persist in the U.K.: 44% of young people from the 20% of the richest households in 2002 obtained a degree, whereas only 10% of the 20% of the poorest households did according to a London School of Economics and Political Science report of December 2007. In France in 2008, 76,6 %<sup>13</sup> of the universities' students obtained a degree, knowing that 54,9% of the "bacheliers" had integrated universities.

Thus it would seem that France has a better social mobility than the U.K. This was also the conclusion of the OECD report published in 2010<sup>14</sup>. Therefore we can deduce that a wider access to education promotes better social mobility than a more restricted access to quality education.

#### Results to be put in perspective

According to the chart hereafter, although France promotes better social mobility than the U.K. both countries remain far behind other OECD countries<sup>15</sup>. Indeed, although the French educational system promotes better social mobility than the British one, social reproduction prevails, and young adults remain influenced by the social status their parents had and stay in that social status.

It is believed that meritocracy would mean that the lower classes who have succeeded would replace a higher class that rested on its inheritances. Reality differs. The higher class remains on the top of the social hierarchy because as the lower class slides upwards, it slides upwards as well. Both classes gain in life standard but the lower class does not surpass the upper one. As INSEE<sup>16</sup> statistics show, only 6.3% of the sons of employees and laborers born between 1964 and 1968 in France rose

---

<sup>10</sup> 33<sup>rd</sup>, Ecole Normale Supérieure de Paris; 36<sup>th</sup>, Ecole Polytechnique

<sup>11</sup> Once the formation starts to specialize the universities proceed to a selection (for example, law is general but a double degree in French Law and Common Law is specialized); cf. al. 3, article L612-3 du code de l'éducation

<sup>12</sup> Universities and Colleges Admissions Service

<sup>13</sup> Cf. Note d'information du gouvernement du 5 mars 2008

<sup>14</sup> Economic policy reform, Going for growth, OECD 2010

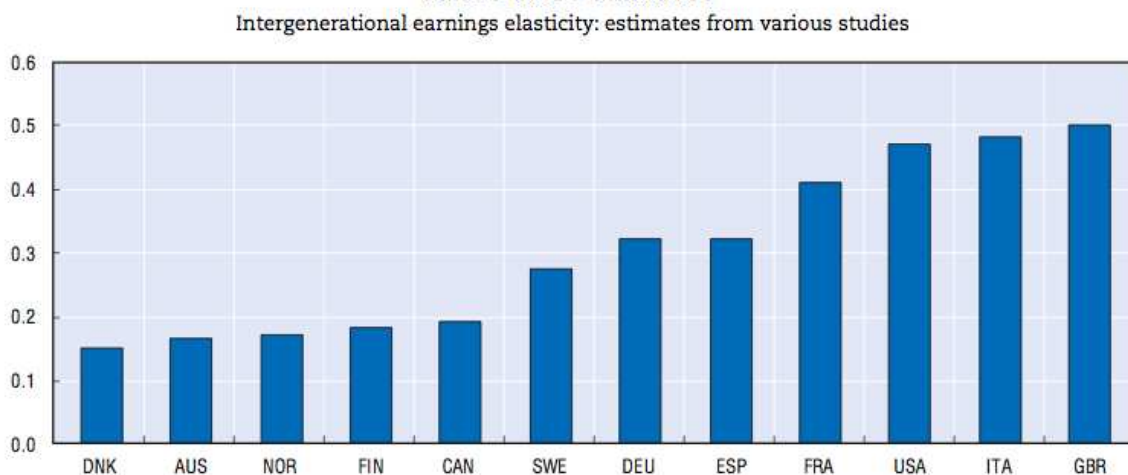
<sup>15</sup> Cf. The graphic beneath

<sup>16</sup> Abbreviation for "Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques"

to the class of the “higher intellectual” professional<sup>17</sup> whilst 47.1% remained in the same class as their parents. Meanwhile, 50.4% of the children of “higher intellectual” professionals born between 1964 and 1968 remained in the same social class.

Students from the richest households benefit from the inheritance P. Bourdieu pointed out. Nowadays, as Derrick Bell’s quote –cited at the beginning– underlines, what matters is “wealth, power and celebrity, however gained”. If an individual can offer a social network, high quality education and a good training, it does not matter where he comes from.

**Figure 5.1. The strength of the link between individual and parental earnings varies across OECD countries<sup>1</sup>**



1. The height of each bar measures the extent to which sons' earnings levels reflect those of their fathers. The estimates are the best point estimate of the intergenerational earnings elasticity resulting from an extensive meta-analysis carried out by Corak (2006) and supplemented with additional countries from d'Addio (2007). The choice of empirical estimates in this meta-analysis is motivated by the fact that they are based on studies that are similar in their estimation technique, sample and variable definitions. The higher the value, the greater is the persistence of earnings across generations, thus the lower is the intergenerational earnings mobility.

Source: D'Addio (2007).

StatLink 

Therefore, France endeavors for meritocracy albeit it offers a large access to Education. The French educational system is the “lesser of two evils” in the sense that it promotes better upward social mobility than the U.K., yet it does not overcome the fatality of fortune. “Misfortunates”, literally meaning those not blessed by fortune, are more common than what we think and faith determines a strong part of an individual’s life: a strong part of our social status is left to it. Thus, true democratic meritocracy has not yet been achieved. Both governments strive to accomplish our forefathers’ wild dream, but I have faith in their success.

<sup>17</sup> In French: “le cadre des professions intellectuelles supérieures”, this is a qualification of the INSEE that represent the wealthiest and the most educated part of the French society.



Bibliography and references (others than those previously pointed out) :

Alain de Bottom, TED speech, “a kinder, gentler philosophy of success”

En un quart de siècle, la mobilité sociale a peu évolué, Stéphanie Dupays – document INSEE

OECD 2010, Economic Policy Reforms, Going for Growth